

ALERTE ROUGE À L'ÉTABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

TRANSFUSION DE REVALORISATIONS SALARIALES PRÉCONISÉE

Texte et photos par **Hervé Wittmer**

Militants motivés malgré la pluie

► LE JEUDI 30 JUIN, UNE MASSE DE NUAGES GRIS ASSOMBRIE LE CIEL AU-DESSUS DU STADE DE FRANCE. L'ÉPAISSE PLUIE QU'ILS DÉVERSENT DÉTRAMPE LES RUES ADJACENTES. LES RARES PIÉTONS S'EMPRESSENT SOUS DES PARAPLUIES INEFFICACES FACE AUX RAFALES INCESSANTES. CE N'EST POURTANT PAS DE NATURE À DÉCOURAGER LES MILITANTS CFDT RASSEMBLÉS AUTOUR D'UN BARNUM DEVANT LE SIÈGE DE L'EFS. DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA CHAUSSÉE, AU PIED DE L'IMMEUBLE OÙ SE DÉROULENT LES NÉGOCIATIONS ANNUELLES OBLIGATOIRES, CERTAINS BRANDISSENT DES PANNEAUX INVITANT LES AUTOMOBILISTES À KLAXONNER EN SIGNE DE SOUTIEN.

Tout juste après avoir échangé avec l'experte en relations sociales, fraîchement embauchée pour élaborer un plan d'action permettant d'améliorer le dialogue social au sein de l'EFS, Benoît Lemerrier, délégué syndical central CFDT, se rend disponible pour nous décrire le contexte dans lequel s'inscrit l'action du jour. « Cela a commencé le 5 novembre 2020 avec le mouvement de grève que nous avons lancé pour réclamer des augmentations salariales. Nous avons auparavant alerté la direction sur le fait que les salarié.es de l'EFS ne bénéficiaient pas de l'accord du Ségur de la santé. Nous savions que cela impacterait notre attractivité alors que les grilles de classification n'avaient pas été révisées depuis onze ans ». Pourtant, aucune mesure n'a été mise en œuvre et l'EFS a été pris en étau entre la fuite de ses personnels et des difficultés de recrutement de janvier à juillet 2021, comme l'avait anticipé la CFDT. « La pandémie marque le point de basculement » analyse Benoît, « les problèmes existaient auparavant, mais le confinement a servi de catalyseur. Il faut dire que les conditions de travail se sont dégradées au point que l'inspection du travail a déjà adressé plusieurs courriers au siège de l'établissement, parce que celui-ci fonctionne constamment en mode dérogatoire. » La situation actuelle de l'EFS rend problématique la mise en œuvre du plan plasma, voulu par l'État, qui vise à accroître la production nationale en vue de fabriquer des médicaments dérivés du sang. « Les effectifs qui produisaient du plasma ont été affectés au sang. On ne produit plus que du plasma thérapeutique, directement donné au patient ». En conclusion, il souligne qu'il y a « besoin d'un choc de revalorisation qui permette aux salarié.es de l'EFS de percevoir des salaires au moins équivalents à ceux de la fonction publique hospitalière. Malheureusement, la situation n'a toujours pas évolué simplement parce que la direction ne peut rien négocier, son budget dépendant d'un cadrage ministériel. c'est pour cela que nous avons demandé de pouvoir négocier directement avec nos tutelles et que nous avons déposé un courrier cosigné par Laurent Berger auprès du ministre chargé du Budget, dans l'espoir qu'il nous reçoive ».

Frédéric Didelot, un militant CFDT d'Île-de-France avec qui s'engage la conversation, nous décrit la campagne de lobbying également



▲ **Benoît Lemerrier**, délégué syndical central



▲ **Frédéric Didelot**, délégué syndical régional et négociateur national pour la convention collective EFS

déployée dans la période. « Nous avons rédigé un communiqué de presse décrivant la situation de l'EFS. Nous l'avons adressé aux sénateurs, aux députés, aux maires des grandes villes qui accueillent les collectes de sang ainsi qu'aux unions départementales des donneurs de sang bénévoles et à leur fédération » explique-t-il, « ce qui a poussé certains députés et sénateurs à interpeller la ministre de la Santé sur ce sujet ». Il faut dire qu'avec près de 400 postes actuellement à pourvoir, l'établissement se trouve contraint de fermer des sites la nuit et de modifier les organisations de travail car les effectifs ne permettent plus de travailler H24 7/7. Mais Frédéric ne considère pas les mesures issues du Ségur comme le noeud du problème. Selon lui, « le problème sont nos grilles salariales qui se trouvent très en dessous de celles qui s'appliquent dans la FPH ou le secteur privé. Elles comprennent quatre positions en dessous du SMIC, ce qui ne facilite pas le recrutement ». Les conséquences sont loin d'être négligeables puisque l'EFS se trouve obligé de lancer un appel aux dons d'urgence vitale alors que les stocks de sang ont atteint le niveau le plus bas qu'a connu Frédéric en 20 ans de carrière. La direction communique sur le sujet en attribuant la responsabilité de la situation aux donneurs de sang qui ne se déplaceraient plus. « C'est totalement faux ! » s'insurge Frédéric, « ce sont près de 300 collectes annulées chaque mois ainsi que les sites de prélèvements totalement ou partiellement fermés qui sont en cause ».